

La gestion différenciée des espaces verts

Colloque européen réuni à Strasbourg, les 24 et 25 octobre 1994, organisé par l'Association des ingénieurs des villes de France et le Centre national de la fonction publique territoriale.

Tardivement et laborieusement, l'agriculture française des Trente Glorieuses découvre que le privilège exorbitant concédé à l'intensification n'est pas en soi un projet durable. Depuis plus de dix ans, des praticiens des « Espaces verts » urbains pressentaient la même évolution dans leur domaine. Tandis que s'ébauchent les systèmes d'agriculture intégrés de demain, un concept de gestion différenciée de la végétation en ville prend progressivement forme. Les deux quêtes d'alternatives ne sont pas sans analogie.

Le mouvement qui s'amorce va plus loin qu'une simple désintensification de l'entretien des espaces verts au quotidien. Il réintègre dans le patrimoine végétal des villes des types de milieux ou de végétations, voire des faunes, habituellement dévalorisés ou exclus, et fait aussi une place nouvelle à l'habitant lui-même. Il touche à la conception même de la ville et à la planification régionale.

Sans faire de l'approche strictement écologique une panacée, cette conception nouvelle envisage simultanément, du local au global et très concrètement, des questions touchant aux ressources - comme l'eau - et aux cycles - comme celui de l'azote -, et d'autres concernant les pollutions, les interactions entre la ville et d'autres milieux ou encore la biodiversité. En définitive elle replace la gestion du tissu végétal des villes dans un cadre global, implicitement systémique, qui dépasse largement le pré carré habituellement consenti aux « espaces verts » et aux jardiniers. Une révolution culturelle pour des villes qui sont en définitive des écosystèmes bien naturels...

Le Colloque a permis à environ 250 responsables des espaces verts de villes européennes de faire le point sur les politiques et les pratiques. Certains ont été étonnés d'esquisser ensemble une nouvelle philosophie de la ville, fort éloignée de l'urbanisme à l'explosif ou du geste démiurgique, quelque chose comme l'amorce d'une ville durable, marquée du sceau de l'esprit de Rio-de-Janeiro.

Le texte qui suit reprend la synthèse que Patrick Legrand a faite pour conclure ces deux jours de réunion.

Ces deux jours de débats ont pu laisser une impression de paradoxe. A des questions du ressort des techniques, triviales sur un tel sujet, se sont mêlées des interrogations plus inattendues et apparemment moins légitimes, sur les finalités, sur les projets de ville ou la terminologie. Des aspects de l'ordre du politique et du philosophique ont, parfois même, été évoqués. Cela a dû surprendre plus d'un participant, qui s'attendait peut-être à des présentations exclusivement techniques. Mais derrière cette riche et réelle diversité des approches, l'unité n'est pas de façade.

Je n'aurais pas la prétention de faire une synthèse. Je vais plutôt essayer de vous aider à restructurer ce qui s'est dit au cours de ces journées en vous indiquant des points de repère, des grandes lignes et des références. La conception est nouvelle. Elle demande à être resituée.

Premiers repères

La gestion différenciée et « nuancée » de ce qu'on a l'habitude d'appeler, maintenant peut-être à tort, « espaces verts » n'est donc pas seulement une question technique. Cette nuance est le produit de questionnements multiples.

On a en effet d'abord constaté qu'il fallait passer de la pratique apparemment technique et quotidienne du jardinage à une conception plus complexe, intégrant le repérage de l'existant, articulant des échelles géographiques ou des perspectives temporelles liées mais très différentes. Tout cela élargit singulièrement les palettes des projets possibles, des types de techniques, des végétaux utilisables ou même des formes d'entretien mis en oeuvre. Le statut même des acteurs qui peuvent s'y impliquer change.

Tout cela dépasse largement le niveau de la gestion quotidienne et renvoie à l'urbanisme, à la ville, au projet urbain selon la terminologie du moment, et à la question lancinante du développement urbain. On a parlé d'écologie urbaine, d'écosystèmes urbains et de biocénoses inattendues, de modèles d'urbanisation. On a entendu parler de ville et de développement durable, des propositions faites à la

Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de Rio-de-Janeiro... Tout cela paraît loin de la planche, du massif et du parterre.

L'air de rien, derrière la gestion différenciée, il y a donc un projet pour les villes. Ce n'est pas rien dans la situation actuelle. Chacun connaît la crise paradoxale qui attend les villes - plus la ville attire et plus la société s'urbanise, moins les villes sont vivables...- et mesure le manque cruel de renouvellement des références et des conceptions théoriques ou pratiques.

Cette gestion différenciée qui, dans bien des villes européennes, est déjà à l'oeuvre conduit à se poser des questions nouvelles : celles de la biodiversité - ah, étudier, comme à Augsburg, les insectes avec un autre projet que celui de les éradiquer ? - et des différentes formes de la diversité des activités et des paysages - quoi ! Il pousse des poireaux et des carottes en ville et ça n'y est pas incongru ? -, celles de la place du hasard dans la ville, de sa complexité, de la multifonctionnalité incontrôlable des espaces qui la composent, celles de ses pollutions...

Il y aurait donc une approche technique de la gestion des végétations urbaines, « enrichie » et si différente qu'elle va jusqu'à lier explicitement les échelles quotidiennes du binage - excusez cette simplification caricaturale de l'art du jardinier - à d'autres qui renvoient aux systèmes urbains dans leur globalité et à leur évolution dans le temps, qu'elle interroge sévèrement les théories et les conceptions qui modèlent victorieusement la ville, et même qu'elle replace la pratique du jardinier dans un contexte planétaire.

Ceci est le premier élément par rapport auquel il faut recalibrer nos débats. La gestion différenciée anticipe concrètement sur une autre approche de la ville. Nous l'avons bien senti dans bon nombre d'interventions et de la part d'acteurs très divers, créateurs, femmes et hommes politiques, techniciens et concepteurs, économistes, associatifs, entrepreneurs, etc. D'autres qui, comme certaines firmes, s'en doutaient un peu ont même refusé de cautionner un pareil enjeu par leur simple présence.

Du coup, le jardinier renouvelant ses pratiques interroge les « faiseurs » de ville. Cette importance nouvelle ne doit pas lui faire peur.

Les enjeux environnementaux

Le second ensemble de repères par rapport auquel les débats se sont implicitement situés sont les valeurs et les enjeux environnementaux. Ce n'est pas étonnant. Leur importance est de plus en plus ressentie par la société. Je vous propose dans ce secteur trois points d'ancrage :

- le fonctionnement global du système écologique que constitue la ville en elle-même et dans ses rapports aux milieux voisins ou aux éléments ressources (les flux et les consommations de matière et d'énergie - ah! l'irruption de la fauche dans le bilan de l'azote-, l'utilisation et la dégradation de la ressource en eau, les « équilibres », les sols, les climats et microclimats, les cycles, les utilités et les usages, les productions...) afin de maîtriser et de contrôler les interventions pour lui permettre de fonctionner sans assistance forte ni dénaturation radicale, et, en un mot, de perdurer... ;

- à une échelle plus quotidienne et technique, la gestion des ressources, des pollutions induites, les recyclages et les bilans (nitrates et intrants - certains ont « avoué » ne plus y recourir -, pollutions de l'air, de l'eau, les métaux lourds, circuits des matières importées ou non, compostage...) afin dans toute la mesure du possible d'optimiser localement le système et de limiter les risques de dégradation ;

- la biodiversité et la gestion du patrimoine végétal et écologique spontané ou marginal (reconnaissance des potentiels, prise en compte d'éléments de flore et de faunes sauvages, revalorisation d'espèces ou de milieux jusqu'à présent dévalorisés et systématiquement détruits, conservatoires diffus d'espèces sauvages ou de variétés domestiques...) apparaissent dans nos débats non pas comme opposées à d'autres éléments plus strictement artificialisés mais comme complémentaires. Cette conception positive et en aucun cas hégémonique (qui n'exclut ni les hommes ni leurs interventions, pas plus qu'elle ne mythifie la « Nature ») de l'apport du naturel élargit sensiblement la palette des options qui s'offrent maintenant aux planificateurs et aux concepteurs, aux décideurs politiques ou techniques, aux jardiniers de base et aux citoyens.

Dire que la gestion différenciée est une gestion toute en nuances et sans recette n'est pas vain.

On conçoit bien qu'on ne sait pas toujours comment faire. D'énormes problèmes de recherche sont à mettre d'urgence sur le métier, mais bien des villes nous ont montré ici qu'elles disposaient déjà de

techniques et ne rechignaient pas à faire des recherches et des expérimentations qui, pour peu conventionnelles et académiques qu'elles soient, n'en restent pas moins rigoureuses.

De voir qu'à partir d'un projet somme toute technique, j'ose dire au ras des pâquerettes, de gestion du patrimoine vert, on en arrive à réviser les réponses que l'on donne, depuis des lustres et avec la certitude des habitudes, aux problèmes urbains dont la réalité confirme tous les jours qu'ils ne sont pas résolus, que l'on parvient à établir des liens efficaces et opérationnels avec des questions nouvelles et d'ampleur considérable, comme celles que posent le développement durable, la biodiversité, l'environnement..., me paraît être de bon augure.

La ville est une structure plus complexe et, en définitive, plus naturelle qu'on ne le pense habituellement.

Systèmes de valeurs

Le troisième ensemble de pôles par rapport auquel j'analyse tout ce qui s'est dit tourne autour de l'aspect culturel des techniques, des systèmes de valeurs et de leurs partage.

Dans ce secteur, on peut identifier trois repères :

- les question de sémantique et de terminologie. Pierre Contoz et Yves-Marie Allain ont exploré cette dimension. A une nouvelle conception des choses doivent correspondre de nouveaux sens et de nouveaux termes qu'il faut forger et faire partager. Tout un travail idéologique, en somme. On ne voit l'espace et on n'analyse la réalité qu'à travers les prismes de la langue. Les langages, qu'ils soient naturels ou techniques, ne sont pas que des vecteurs de communication. Ce sont aussi les moyens de la mise en forme de la réalité, ils agissent sur les options possibles, ils préforment les projets. Il faudra donc créer de nouveaux mots, de nouvelles formules, un peu flous et critiquables au début - comme... « gestion différenciée » -, inventer de nouveaux outils, pour concevoir ou planifier comme pour réaliser et construire, d'autres méthodes. Ces questions de sémantique sont d'ailleurs d'autant moins vaines que la gestion différenciée ne s'accorde pas avec la normalisation absolue des techniques et la réduction des différences culturelles qui dominent actuellement ;

- les références et les systèmes de valeurs : on a brossé, à petites touches, un panorama des valeurs presque bouleversé. Les « mauvaises herbes » ou les « herbes folles » seraient réhabilitées, on attache maintenant de l'intérêt à des éléments spontanés, cachés, réputés sans valeur ou apparemment inutiles. On va jusqu'à parler d'économiser des ressources comme l'eau, l'air, qu'on pensait inépuisables. On a aussi parlé de liberté, de partage d'autres systèmes de valeurs plus généraux, de pluralisme, de démocratie... C'est presque un projet politique qui transparait, sans pour autant être partisan ;

- l'art, la culture et la création. Gilles Clément et Gilbert Samuel ont montré combien, chacun à leur manière, ils trouvaient de ressources dans cette approche. Une gestion différenciée peut donc aussi ouvrir de nouvelles perspectives à la création d'éléments très artificialisés, conduire à de nouveaux symbolismes, à de nouvelles esthétiques et à de nouveaux plaisirs. L'art des jardins y trouve son compte.

Les acteurs

En dernier lieu, un quatrième ensemble de repères est centré sur la notion d'acteur ; les multiples intervenants techniques, les structures et les institutions (et leurs modèles d'organisation), les habitants, les élus... Si les conceptions vont changer, cela ne sera pas sans effet sur les rapports sociaux, sur les modalités de coopération, sur les références et les formes de l'appréciation collective, sur l'appropriation (elle aussi différenciée ?), sur la demande sociale, sur la communication, sur le partage des responsabilités...

Plus d'un d'entre nous a dû avoir un hoquet quand nos amis italiens ont annoncé qu'à Turin ils « concédaient » la gestion de certains lieux verts à des associations d'habitants...

La prise en compte sans *a priori* d'un nombre étendu d'acteurs, et le jeu social enrichi qui en découle, est une chose nouvelle qui offre des occasions de coopérations (l'inverse de l'exclusion...) aussi peu conventionnelles que l'est la gestion différenciée elle-même.

Je remarque d'ailleurs que, malheureusement, peu d'exemples français font une place aux associations d'environnement. Croyez-moi, elles sont pourtant à même de faire des propositions inattendues mais

constructives. Ce serait l'occasion de faire l'économie de conflits inutiles et d'instaurer des relations plus positives avec des partenaires sociaux de moins en moins contournables.

Le panorama

D'une façon ou d'une autre, ces quatre ensembles de repères ont été évoqués par les uns et les autres, parfois dans le désordre, à travers les expériences de nos confrères étrangers ou de celles qui se développent en France. Je n'ai fait que vous proposer un guide de (re)lecture.

Mais, avant de conclure, je vous propose de compléter le panorama de quelques autres éléments peu évoqués qui peuvent avoir leurs importance dans la dynamique : la formation et les structures d'enseignement, par exemple, et la dimension économique qui pourrait, elle aussi, être développée.

Enfin, un acteur et un champ ont été, me semble-t-il, largement ignorés : ceux de la recherche, pourtant sans cesse interrogés implicitement. La ville doit être objet de savoir et de recherche tout autant qu'elle est objet de manipulations. Pour soutenir des pratiques nouvelles et éviter que la ville ne continue à être pervertie sous l'influence des idées toutes faites du « prêt à bâtir », celui de Platon, de Le Corbusier ou des « nouveaux urbanistes », mais sans analyse concrète de sa réalité, il est d'une urgente nécessité de développer une autre recherche, qu'il s'agisse de l'écologie urbaine ou d'autres projets, comme les travaux sur un génie écologique urbain encore embryonnaire, sur de nouvelles pratiques alternatives ou « douces », sur de nouvelles technologies ou de nouveaux matériels, par exemple.

En forme de conclusion

Permettez-moi enfin un conseil. Durant ces journées nous avons, ensemble, partagé et accumulé des expériences mais aussi ressenti des résistances, des réticences et des freins. Il ne faut pas les sous-estimer. Il faudra donc aussi réfléchir un peu aux raisons et aux fondements de ces blocages et aux manières de les lever.

Pour conclure d'un mot personnel, je dirai que je suis ravi d'être parmi vous, même si je ne travaille plus dans ce domaine depuis longtemps. Dans les années 1970, avec quelques amis urbanistes écologistes réalistes avant l'heure, nous nous étions posés ces questions. Je suis heureux que les quelques pionniers des Ingénieurs des villes que j'ai rencontrés alors, puis, plus durablement, en 1983 ou 1984, ne soient plus seuls.

S'il reste matière à débat, le mouvement est ample et puissant et se concrétise dans les paysages des villes. Cette rencontre aura prouvé que la gestion différenciée des « espaces verts » - mais peut-on alors encore parler d'espace vert, conformément à l'urbanisme international, uniforme mais garanti ? - n'est pas une lubie d'« écolos » déclarés ou cachés, et que la dynamique est portée par un grand nombre d'acteurs.

P.L.

Méditerranée : pollueurs et bétonneurs contre faune et flore

par Taoufik Ben Brik

(SYFIA-Tunisie)

Agressée à la fois par les aménagements touristiques et par le trafic pétrolier, la Méditerranée a eu son sommet de l'environnement en novembre à Tunis. Mais pendant les pourparlers, la destruction du littoral et du milieu marin continue.

La Méditerranée reçoit chaque année environ 3 milliards de mètres-cubes d'eaux usées non épurées. Les villes côtières y déversent, en outre, plus de cent millions de tonnes de déchets solides par an. Ces chiffres doubleront d'ici l'an 2000. La production industrielle des pays méditerranéens représente 16% de la production mondiale. 70% de cette production est concentrée dans les pays du nord-ouest du bassin. Le secteur industriel est à l'origine des 900 000 t de matières adhésives et d'environ 1,6 millions de tonnes de matières oxydables déversées dans la mer.